

Questions orales

examen minutieux, nous allons prendre les mesures qui s'imposent. La décision n'a été rendue qu'hier.

M. Rod Murphy (Churchill): Madame la Présidente, le jugement est défavorable au gouvernement, qui a essayé de dissimuler l'information.

Le gouvernement va-t-il essayer encore une fois de garder pour lui de l'information sur l'Accord de libre-échange conclu par le Canada, les États-Unis et le Mexique? A la Chambre, nous avons réclamé à six reprises les études sectorielles, mais en vain. Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas communiquer l'information aux citoyens?

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Madame la Présidente, si la question a été soumise aux tribunaux, c'est qu'il y a des doutes quant aux obligations du gouvernement à cet égard.

Le juge Rothstein a rendu une décision que nous allons étudier et dont nous tiendrons compte dans d'autres dossiers.

* * *

LES COMMUNICATIONS

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, en l'absence du ministre des Communications, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.

Les médias nous apprennent aujourd'hui que, depuis le mois de mai dernier, et cela se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain, les contribuables paient au sous-ministre adjoint des Communications un luxueux appartement à l'hôtel Minto Place, à Ottawa, et lui donnent tous les 14 jours un billet d'avion gratuit pour Vancouver.

Je demande au ministre, qui tient les cordons de la bourse: Est-ce là un moyen avisé de dépenser l'argent durement gagné par les contribuables?

L'hon. Gerry Weiner (ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté): Madame la Présidente, n'ayant pas été informé au préalable de la question, je n'y répondrai

pas, mais je veillerai à ce que le ministre soit en mesure de le faire dès son retour.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, cela me surprend que le gouvernement ne soit pas au courant du dossier qui faisait les manchettes ce matin. Même le ministre des Transports devrait le savoir.

J'aimerais demander ceci au ministre: La porte-parole du ministère des Communications disait, en répondant à ce dossier devant les médias, disait, et je cite: «D'ici six mois, il devrait prendre sa décision s'il va quitter l'ombre des Rocheuses; il est attaché à cette région.»

J'aimerais demander au gouvernement, qui est dans la brume plutôt que dans l'ombre ce matin, ce qu'il va faire pour mettre fin à ce gaspillage éhonté?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, il arrive souvent que dans les contrats d'embauche des conditions particulières soient prises. Elle sont généralement raisonnables et tiennent compte de situations de famille. Je ne connais pas le cas particulier que soulève l'honorable député. Nous allons l'examiner et, en temps et lieu, on lui donnera la réponse.

* * *

[Traduction]

LE TRAVAIL

Mme Ethel Blondin-Andrew (Western Arctic): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre du Travail. Les gens de Yellowknife vivent dans la peur depuis presque six mois. La collectivité s'entre-déchire.

La violence et les tensions augmentent chaque jour, et toute la ville en souffre. Les mesures d'intimidation frisent la sauvagerie. Le gouvernement municipal craint que les manifestations de violence n'augmentent durant l'hiver. Par exemple, les pannes d'électricité successives que nous avons connues auraient pu avoir des conséquences graves pour cette collectivité de 17 000 habitants.

J'ai déjà posé cette question plusieurs fois, tant de vive voix par écrit: Que fera le ministre pour éviter qu'une